



**Déclaration de Jean-Denis Fréchette
directeur parlementaire du budget
devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes
Le 29 octobre 2013**

Monsieur le Président, Vice-Présidents, membres du Comité, bon après-midi.

Je vous remercie pour votre invitation et aussi d'avoir gardé la tradition d'inviter le DPB au moins deux fois par année. Parlant de tradition, comme vous le savez, je me suis assis pendant de très nombreuses années à la droite de plusieurs présidents de comités où je profitais d'un point de vue privilégié. Ma perspective visuelle et ma fonction ont changé, mais ma motivation à servir les parlementaires demeure inaltérée.

Mes collègues et moi-même sommes heureux de vous présenter la *Mise à jour des perspectives économiques et financières* du DPB que nous avons rendue publique hier. J'en profiterai également pour dire quelques mots sur les résultats du *Rapport sur la viabilité financière de 2013* du DPB, qui porte sur la viabilité à long terme de la structure financière du Canada.

Perspectives économiques

Les perspectives économiques mondiales se sont quelque peu détériorées depuis la publication des *Perspectives économiques et financières* (PEF) d'avril 2013. Selon les dernières *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international, la croissance à l'échelle mondiale sera plus faible que prévu, en raison dans une large mesure de la faiblesse de la demande intérieure et de la lenteur de la croissance dans plusieurs économies émergentes clés; la croissance légèrement plus forte que prévu dans certaines économies avancées ne suffit pas à atténuer ces facteurs.

Malgré l'amélioration des facteurs économiques fondamentaux aux États-Unis, le DPB a révisé à la baisse ses perspectives économiques à court terme dans ce pays, notamment sous l'effet du freinage fiscal continu, ainsi que de la révision historique du Système de comptabilité nationale des États-Unis. De plus, la projection du prix des produits de base a été revue à la baisse, une résultante de l'effet de la diminution prévue du cours du pétrole brut, laquelle est attribuable en partie à la robustesse continue de la production aux États-Unis.

La conjoncture a donc forcé le DPB à réviser à la baisse les perspectives de l'économie canadienne par rapport aux PEF d'avril 2013. Actuellement, le DPB projette que le PIB réel canadien croîtra de 1,6 % cette année, de 2,0 % l'année suivante, et de 2,6 % en 2015. De 2016 à 2018, lorsque l'économie atteindra son potentiel d'activité économique, la croissance du PIB réel devrait se fixer à une moyenne de 2 % par année.

Les perspectives actuelles de l'économie canadienne établies par le DPB reflètent les répercussions du *Plan d'action économique de 2013* du gouvernement, qui prévoit des économies de 10,8 milliards de dollars, ainsi que du gel du taux de cotisation à l'assurance-emploi annoncé en septembre 2013.

Après plusieurs révisions à la baisse, le secteur privé projette maintenant jusqu'en 2016 une croissance du PIB réel alignée grosso modo sur les prédictions du DPB. Par contre, les projections du DPB quant au PIB nominal – la plus large mesure de l'assiette fiscale du gouvernement – sont inférieures de 25 milliards de dollars en moyenne à la projection reposant sur la moyenne des prévisions du secteur privé. La révision à la baisse de l'inflation prévue du PIB explique en partie cet écart. Le DPB estime que la résultante des risques dans les perspectives du PIB nominal établies par le secteur privé tend vers le bas et reflète sans doute des conséquences plus lourdes des compressions des dépenses du gouvernement, ainsi que des divergences de vues quant au cours des produits de base et à leur incidence sur la croissance du PIB réel et l'inflation du PIB.

Perspectives financières

À la lumière des perspectives économiques révisées, le DPB projette que le solde budgétaire passera d'un déficit de 18,9 milliards de dollars en 2012-2013 à un excédent de 5,1 milliards de dollars en 2018-2019, en raison de l'amélioration cyclique des recettes fiscales et de la limitation des dépenses de fonctionnement du gouvernement. L'amélioration du solde budgétaire est moins prononcée que dans la projection du DPB publiée en avril 2013, étant donné principalement le niveau réduit du PIB nominal.

Si le gouvernement n'excède pas les niveaux de dépenses prévues, le DPB estime que, compte tenu de l'incertitude économique, les chances d'équilibrer le budget ou d'enregistrer un excédent se chiffrent à environ 50 % en 2015-2016, 55 % en 2016-2017, et 60 % en 2018-2019.

La faible amélioration du solde budgétaire par rapport aux projections d'avril 2013 s'accompagne d'une révision des projections sur le solde structurel du gouvernement. Le DPB estime que ce dernier passera d'un déficit de 6,0 milliards de dollars en 2013-2014 à un excédent de 4,2 milliards de dollars en 2015-2016, et qu'il se maintiendra en excédent en moyenne par la suite.

Viabilité financière

Pour déterminer si la structure financière d'un gouvernement est viable, il faut analyser la situation à plus long terme de manière à prendre en compte les conséquences économiques et financières du vieillissement de la population dans le contexte des politiques en vigueur. Dans le *Rapport sur la viabilité financière de 2013*, le DPB a fait le point sur cette question, du point de vue du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux, territoriaux, locaux et autochtones (PTLA), ainsi que du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec. Il y a conclu que le gouvernement fédéral avait une structure financière viable et qu'il s'était doté d'une marge de manœuvre budgétaire de 1,3 % du PIB. De même, les Régime de pensions du Canada et Régime de rentes du Québec sont viables. Par contre, le secteur des gouvernements PTLA n'est pas viable, parce qu'il accuse un écart financier de 1,9 % du PIB.

Mes collègues et moi-même serons heureux de répondre à vos questions sur les *Perspectives économiques et financières* du DPB ou sur toutes autres questions pertinentes.